

Ce n'est qu'un début, la lutte continue !

Nous avons été des dizaines de milliers, lycéens, étudiants, chômeurs et salariés à nous mobiliser ces dernières semaines. Qui aurait dit, quand Sarkozy a été élu, qu'il serait si vite en difficulté? Sa politique est contestée par tous les secteurs auxquels il s'attaque.

Ce mouvement était un premier pas

Les mouvements n'ont pas encore été victorieux. Dans les transports, la grève n'a pas fait plier le gouvernement, comme en 95 mais risque de reprendre. Dans les facs, Péresse a reculé un peu mais est passée en force... En tout cas nous avons montré que nous ne nous laissons pas faire.

Sarkozy et le MEDEF ont en tête bien d'autres attaques. Suppressions de postes, de diplômes, de services publics, casse du code du travail avec le « contrat unique », soit un nouveau CPE pour tous, lois anti-immigrés et expulsions de sans-papiers... Les coups vont pleuvoir !

Il faut considérer que la lutte de cette fin d'année est un premier pas vers un grand mouvement de la jeunesse et des travailleurs qui fera reculer le gouvernement. Il faut continuer à s'informer, à discuter des attaques pour se remobiliser, dès janvier s'il le faut !

Construire une vraie force d'opposition

Face à la droite, nous sommes des millions. Mais aucun parti n'est en capacité d'incarner vraiment l'opposition à sa politique. Le PS ne peut pas jouer ce rôle, puisqu'il est d'accord avec les «réformes» de la droite ! Retraites après 40 ans de travail au lieu de 37 et demi, privatisation des facs avec l'autonomie, précarité généralisée, privatisations, lois racistes... Le PS est d'accord avec tout cela... D'ailleurs, il a mené cette politique quand il était au pouvoir !

Nous avons besoin d'un nouveau parti réellement opposé à la droite et à sa politique. Un parti aussi fidèle aux intérêts des travailleurs, des opprimés et de la jeunesse que l'UMP et le MEDEF sont fidèles aux intérêts du patronat. Un parti qui soutient les luttes, y participe, leur propose un débouché politique. Un parti qui veut en finir avec ce système et réinventer une nouvelle société. Un parti anticapitaliste et révolutionnaire.

Nous proposons à tous ceux qui pensent que ce parti est nécessaire, de discuter, de débattre et de le créer ensemble !

Contre la casse du bac pro !

Darcos, le ministre de l'éducation, a fait savoir qu'une réforme des bacs pro est en cours. Leur préparation passerait de quatre à trois ans.

Un an d'études en moins, ça veut dire la suppression du BEP. Pourtant, le « rapport Prat » de 2005 montre que ceux qui n'ont pas leur BEP ratent s'ils essayent de prendre un bac pro ! Des centaines de milliers de jeunes risquent de se retrouver sans diplôme (ni BEP, ni Bac pro) et obligé d'aller travailler à la sortie du collège. Jusqu'à présent, le BEP permettait de se réorienter en général ou en technique si on le souhaitait... Désormais ce ne sera plus possible.

Cela veut aussi dire moins de cours, donc des diplômes d'une moins grande valeur. Or, plus on est diplômé, plus on peut exiger des salaires et des conditions de travail décentes. Mais pour un gouvernement au service du patronat, ce n'est pas très intéressant.

Les bacs généraux et techniques sont considérés comme les premiers diplômes universitaires, c'est-à-dire qu'ils donnent accès à d'autres études. Le bac pro ne permet pas de continuer et oblige à aller sur le marché du travail sans se former plus, donc sans pouvoir exiger une meilleure reconnaissance sur son contrat.

En clair, le gouvernement veut que les élèves soient le moins formés possible, donc moins protégés sur le marché du travail. Il va supprimer les diplômes les moins rentables et ne laisser que ceux que les entreprises voudront. Ce que Darcos nous prépare, ce sont des diplômés jetables, pour faire de nous des travailleurs jetables.

Des profs et des lycées nous ont déjà ouvert la voie : il faut se mobiliser !



Lycées agricoles

Les conséquences des suppressions de postes se font lourdement sentir par les élèves et le personnel de l'enseignement agricole. Sur le lycée agricole de Saint-Germain-en-Laye (78), il n'y a pas de profs d'agro-équipements ou d'aménagement présents. Cet été, une salariée de l'administration est décédée. Son poste a été supprimé pour « faire des économies ». A cela s'ajoute la suppression des BEP. Les élèves refusent de l'accepter. Vendredi 14 décembre, plus de 80 % des profs étaient en grève, le lycée déserté et près de 60 en manif à Paris devant le ministère de l'agriculture.

S'organiser, militer, prendre contact avec les JCR

Nom:.....Prénom:.....
Adresse:.....
Lycée : Code postal:..... Ville:.....
Téléphone:..... Email:.....

À renvoyer à JCR-RED, 2 rue Richard Lenoir 93 100 Montreuil.

